

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Coralie MANTION, Marie MASSART

Organismes Extérieurs - Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Modifications statutaires relatives à l'objet social - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Conseillère municipale, rapporte :

La Ville de Montpellier, est actionnaire public principal de la SERM au capital de 5 894 000 € composé de 368 375 actions, à hauteur de 41,38% du capital. La Ville de Montpellier occupe à cet effet 5 sièges sur 13 au sein du Conseil d'Administration, dont la présidence de la société en la personne de Michaël DELAFOSSE.

Au côté du collège des actionnaires privés représentant près de 29% du capital, et de la Commune de Palavas-les-Flots, Montpellier Méditerranée Métropole détient 28,73 % du capital, soit 105 844 actions et occupe 4 sièges sur 13 au Conseil d'Administration de la société.

Dans l'objectif de renforcer l'efficacité des politiques publiques et l'organisation de l'action publique en matière d'aménagement, de construction et de logement sur le territoire, un projet de rapprochement du Groupe SERM/SA3M et ACM Habitat est engagé. Les objectifs associés à la perspective de ce rapprochement consistent à :

- Favoriser une approche intégrée et transversale des activités immobilières, énergétiques et d'aménagement ;
- Renforcer les synergies entre les différentes entités ;
- Développer un travail partenarial avec les 31 communes de la Métropole ;
- Consolider financièrement les différentes entités afin d'offrir une capacité d'intervention inédite au service du territoire.

Concomitamment à l'étude sur les scénarios de rapprochement entre les différentes entités qui a été présentée lors du Conseil d'Administration de la SERM du 1^{er} décembre, il a été décidé d'ouvrir la réflexion sur la modification des statuts de la SERM afin d'y intégrer la possibilité de développer de nouveaux projets, ayant trait à des activités de construction, et de gestionnaire de logements sociaux, et d'ouvrir son activité vers d'autres prestations lui permettant d'avoir une intervention dans des domaines plus étendus tant en propre, qu'au travers de ses filiales.

Cette modification, qui ne préjuge en rien du montage juridique de rapprochement retenu à l'issue du dialogue social, pourrait nécessiter la demande d'un agrément logement social auprès du Ministère.

Le conseil d'Administration de la SERM, en date du 1er décembre 2021, a ainsi proposé la convocation d'une future Assemblée Générale Extraordinaire en vue d'approuver le projet de modification des statuts de la société relative à son objet social.

Cette modification statutaire exige, à peine de nullité, une décision préalable des assemblées délibérantes des entités actionnaires tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code général des collectivités territoriales qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité. »*

L'objet social actuel de la SERM est le suivant :

« La société a pour objet d'entreprendre, dans le département de l'Hérault et plus spécialement la région montpelliéraine, des opérations d'aménagement, de rénovation urbaine, de restauration immobilière, de construction, d'exploitation et de gestion à caractère industriel et commercial, ou de réaliser toute autre activité d'intérêt général ; ces activités devront participer à l'organisation et au développement de la vie économique et sociale et être, de ce fait, complémentaires entre elles.

Elle pourra également, dans la même perspective, réaliser des opérations de construction d'immeubles de bureaux, de commerces et/ou de logements, en qualité de promoteur ou pour le compte d'autrui, commercialiser lesdits immeubles ou bien les conserver en patrimoine et les mettre en location, ou en assurer la gestion après leur cession.

Ces activités sont réalisées soit pour le compte de collectivités publiques, ou leurs émanations, soit pour celui de personnes privées, soit pour le compte de la société elle-même.

La Société pourra à l'effet de ces activités ou pour en faciliter la réalisation, créer toute société commerciale ou civile, ou toute autre entité de droit privé ou de droit public, participer à cette création ou y prendre des participations.

A cet effet, la société effectuera toutes études générales, travaux, gestion, opérations mobilières, immobilières, civiles, commerciales, juridiques et financières se rapportant aux objets ci-dessus ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

La Société pourra également à raison de ses compétences, en dehors des limites de la zone indiquée à l'alinéa 1 et notamment en Région Occitanie et ses départements limitrophes, intervenir en assistance conseil, et réaliser des études, financer, construire, gérer, exploiter et entretenir directement ou indirectement des équipements et infrastructures liés au développement des énergies renouvelables et à l'utilisation rationnelle de l'énergie. »

Il est ainsi proposé de modifier l'objet social de la SERM ci-dessus évoqué, en y adjoignant la mission complémentaire suivante : *« Entreprendre des activités de construction et de gestion de logements sociaux tel que visées à l'article L.481-1 du code de la construction et de l'habitation. »*

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modifications statutaires de la SERM relative à l'objet social ;
- D'autoriser le représentant de la Ville de Montpellier à l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SERM, Monsieur DELAFOSSE, à voter en faveur de ces modifications ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Catherine RIBOT, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Proposition_modif_statuts_SERM_2022.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220201-180630-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.